



2 min · François Asselineau

---

Eh bien nous sommes le mercredi 25 septembre 2026. Il est 15h40. Et je sors de l'entretien que m'a accordé Philippe Juvin, le rapporteur général du budget de l'Assemblée nationale. C'était lui d'ailleurs qui m'avait sollicité, comme il a décidé de solliciter les candidats les plus probables à l'élection présidentielle pour avoir leur point de vue sur l'évolution de la dette française et sur les solutions que nous avons apportées. Alors c'était un rendez-vous qui était prévu de 14h15 à 15h. En fait, il a largement débordé puisque j'en sors à peine. En fait, c'est un entretien qui a duré presque 1h25. C'est un entretien très cordial avec Philippe Juvin que je connaissais un petit peu de jadis lorsque'il était au conseil départemental de l'Ossel. C'est quelqu'un avec qui j'ai eu un contact très intéressant. Je lui ai expliqué un petit peu notre vision des choses et également comment l'appartenance de la France à l'Union européenne et à l'euro de toute façon nous condamne à une crise de la dette inimaginable. Puisqu'en fait, la dette résulte du fait que notre appartenance à l'euro et toutes les contraintes que nous nous sommes fixées, on n'a plus le contrôle des mouvements de capitaux, on n'a plus notre monnaie, on n'a plus notre commerce extérieur, tout ceci nous mène fatalement à une perte de niveau de vie de l'ensemble de la population française, au bénéfice de toute petite oligarchie. Et pour pallier ce déclin de notre niveau de vie, il y a des expédients avec la dette pour essayer d'adoucir. Ce sont des adoucisseurs sociaux, que ce soit d'ailleurs pour les citoyens, mais aussi pour les entreprises

françaises qui sont prêtes à délocaliser s'ils ne rétablissent pas fictivement quelque chose d'intéressant pour leur rentabilité. Voilà. Donc il m'a écouté avec beaucoup d'intérêt. On a eu vraiment une conversation, j'allais dire sympathique, puisque c'est quelqu'un sans a priori. Donc il va faire maintenant un compte rendu de ce rendez-vous. Et puis si j'ai bien compris, il envisage de proposer qu'une fois que tous les candidats à l'élection présidentielle seront connus, à ce moment-là, il proposera que nous soyons tous auditionner les uns après les autres par justement la commission des finances de l'Assemblée nationale avant le premier tour de l'élection présidentielle. Son objectif, et il a mille fois raison, c'est de mettre au pied du mur les candidats devant la population française, parce que le sujet de la dette est trop grave pour être traité par-dessous la jambe.